

— en dat de goederen van de Staat, gelegen in het Noordgebouw en het Zuidgebouw van het Martelaarsplein, die niet werden overgedragen krachtens artikel 57, § 3, van de Bijzondere Financieringswet van 16 januari 1989 en waarvan de eigendomsoverdracht werd gevraagd door de Vlaamse Executieve in toepassing van artikel 12 van de Bijzondere Wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, voorafgaandelijk worden overgedragen aan de Vlaamse Gemeenschap.

Art. 6. Beide partijen verbinden er zich toe om elkaar regelmatig in te lichten over de stand van zaken en de evolutie van de in onderhavig protocol bedoelde werken en geen beslissingen te nemen vooraleer het advies te hebben ingewonnen van de andere partij.

Daartoe zal een coördinatiecommissie worden opgericht, bestaande uit vier ambtenaren, twee leden aan te duiden door de Vlaamse Executieve, en twee leden door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, waarvan één vertegenwoordiger van de Stad Brussel. Deze coördinatiecommissie zal semestrieel verslag uitbrengen van haar werkzaamheden aan beide voormelde Executieven.

Art. 7. De geschillen tussen contracterende partijen ontstaan met betrekking tot de uitlegging of de uitvoering van dit protocol worden beslecht door het samenwerkings-gerecht ingesteld bij de wet van 23 januari 1989 in uitvoering van artikel 92bis, § 5 en § 6, van de Bijzondere Wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 8. Onderhavig protocol wordt volledig gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*, en treedt in werking na goedkeuring ervan door de Vlaamse Executieve en door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve.

Opgemaakt in drievoud te Brussel, 3 oktober 1990.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve :

De Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,
Ch. PICQUE

Voor de Vlaamse Executieve :

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve,
G. GEENS

De Gemeenschapsminister van Openbare Werken en Verkeer,
J. SAUWENS

— du transfert préalable à la Communauté flamande des biens de l'Etat sis dans les bâtiments Nord et Sud de la place des Martyrs, qui n'ont pas été transférés en vertu de l'article 57, § 3, de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989 et dont le transfert de propriété a été demandé par l'Exécutif flamand en application de l'article 12 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Art. 6. Les parties s'engagent à s'informer régulièrement de l'état d'avancement et de l'évolution ultérieure des travaux visés dans le présent protocole, et à ne pas prendre de décision avant d'avoir recueilli l'avis de l'autre partie.

Une commission de coordination sera créée à cet effet. Cette commission comptera quatre fonctionnaires dont deux désignés par l'Exécutif flamand et deux par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, dont un représentant de la Ville de Bruxelles.

Cette commission de coordination fera rapport de ses activités aux deux Exécutifs précités tous les six mois.

Art. 7. Les litiges entre les parties contractantes nés de l'interprétation ou de l'exécution du présent protocole sont tranchés par la juridiction de coopération instituée par la loi du 23 janvier 1989 en exécution de l'article 92bis, § 5 et § 6, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 8. Le présent protocole sera publié in extenso au *Moniteur belge* et entrera en vigueur après sa ratification par l'Exécutif flamand et par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale.

Fait en trois exemplaires à Bruxelles, le 3 octobre 1990.

Pour l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,
C. PICQUE

Pour l'Exécutif flamand :

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire des Travaux publics
et des Communications,
J. SAUWENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 2605

Arrêté de l'Exécutif fixant le montant minimum et les conditions d'exonération du minerval imposé par l'article 12, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre des vacances, saisi par le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales et le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique de la Communauté française, le 27 juillet 1990, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté de l'Exécutif « fixant le montant minimum et les conditions d'exonération du minerval imposé par l'article 12, §§ 2 et 2^{ter}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement », a donné le 30 juillet 1990 l'avis suivant :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

L'arrêté en projet tend à exécuter l'article 5 du décret de la Communauté française promulgué le 12 juillet 1990, mais non publié, décret dont le texte a été communiqué au Conseil d'Etat.

Les mesures envisagées encourent la même critique que celle qu'avait énoncée la section de législation dans son avis L. 20.014/10, donné le 22 juin 1990, sur le projet de décret « modifiant certaines législations en matière d'enseignement », devenu le décret du 12 juillet 1990, à propos de l'article 5 précité, à savoir la contrariété avec l'article 13, 2, c, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, fait à New-York le 19 décembre 1966 et approuvé à la fois par la loi du 15 mai 1981 et par le décret de la Communauté française du 8 juin 1982.

La chambre état composée de :

MM. :

P. Finceœur, président de chambre;
C.-L. Losset et R. Andersen, conseillers d'Etat;
F. Rigaux et J. De Gavre, assesseurs de la section de législation;
Mme J. Gielissen, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, auditeur.

Le greffier,
J. Gielissen.

Le président,
P. Finceœur.

13 AOUT 1990. — Arrêté de l'Exécutif fixant le montant minimum et les conditions d'exonération du minerval imposé par l'article 12, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement telle que modifiée à ce jour, et notamment l'article 12;

Vu le décret de la Communauté française du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 8 juin 1990;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 16 juillet 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales et du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 16 juillet 1990,

Arrête :

Article 1er. Le montant minimal du minerval imposé aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur de plein exercice de type court, de type long, du deuxième et du 3e degré et des conservatoires royaux de musique, organisés ou subventionnés par la Communauté française est fixé comme suit :

— dans l'enseignement supérieur de type court, l'enseignement du deuxième degré et dans les conservatoires royaux de musique : 5 000 francs à l'exception de l'année d'études au cours de laquelle l'examen final est organisé : 6 500 francs;

— enseignement supérieur du 3e degré : 7 500 francs à l'exception de l'année d'études au cours de laquelle l'examen final est organisé : 9 750 francs;

— enseignement supérieur de type long : 10 000 francs à l'exception de l'année d'études au cours de laquelle un examen final est organisé : 13 000 francs;

— agrégation de l'enseignement secondaire supérieur : 2 000 francs.

Art. 2. Ces montants sont ramenés à 1 000 francs dans l'enseignement supérieur de type court, dans l'enseignement du 2e degré ainsi que dans les conservatoires royaux et à 1 500 francs dans l'enseignement supérieur du 3e degré et dans l'enseignement supérieur de type long pour les étudiants qui bénéficient des allocations d'études sur base de la loi du 19 juillet 1971, ainsi que pour les étudiants provenant d'un pays en voie de développement qui a été reconnu comme tel par la Belgique et possédant une attestation délivrée par l'administration générale de la coopération au développement.

Art. 3. Les montants fixés aux articles 1 et 2 du présent arrêté et perçus par l'établissement ne sont pas remboursables.

Toutefois, le minerval complet payé pour un étudiant bénéficiaire de l'article 2 pourra être remboursé à concurrence de la somme perçue indûment.

Art. 4. Dans l'enseignement supérieur de type long, le montant perçu au titre de minerval est versé à concurrence de 5 000 francs par étudiant dans le patrimoine de l'institution.

Ces montants sont destinés à couvrir, entre autres, les dépenses à caractère social au profit de l'étudiant.

Art. 5. L'arrêté royal du 21 août 1978 portant fixation des frais d'inscription dans les institutions de l'Etat ou les institutions subventionnées par l'Etat d'enseignement supérieur de type long est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année académique 1990-1991.

Art. 7. Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales et le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 août 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE.

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 2605

Besluit van de Executieve tot vaststelling van het minimumbedrag en de voorwaarden voor vrijstelling van het schoolgeld bepaald bij artikel 12, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede vakatiekamer, op 22 juli 1990 door de Minister van Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen en de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek verzocht hun binnen de drie dagen van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap « tot vaststelling van het minimumbedrag en de voorwaarden van het schoolgeld, bepaald bij artikel 12, §§ 2 en 2ter, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving », heeft op 30 juli 1990 het volgend advies gegeven :

Gelet op de korte termijn die hem opgelegd werd, kan de Raad van State enkel onderstaande opmerkingen maken.

+

Het ontwerp-besluit beoogt de uitvoering van artikel 5 van het decreet van de Franse Gemeenschap, afgekondigd op 12 juli 1990, maar nog niet bekendgemaakt, waarvan de tekst aan de Raad van State werd meegedeeld.

Op de voorgestelde maatregelen moet dezelfde kritiek uitgebracht worden als die uitgebracht door de afdeling wetgeving in haar advies L. 20.014/10 d.d. 22 juni 1990, betreffende het ontwerp van decreet tot wijziging van sommige wettelijke bepalingen inzake onderwijs. In die tekst, die nu het decreet van 12 juli 1990 is geworden, was voormeld artikel 5 strijdig met artikel 13, 2, c, van het internationale pakt betreffende de economische, sociale en culturele rechten, opgemaakt te New York op 19 december 1966 en bekrachtigd bij de wet van 15 mei 1981 en bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 8 juni 1982.

De kamer was samengesteld als volgt :

De heren :

P. Fincoeur, kamervoorzitter;

C.-L. Closset en R. Andersen, staatsraden;

F. Rigaux en J. De Gavre, assessoren bij de afdeling wetgeving;

Mevr. J. Gielissen, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier.

De griffier,
J. Gielissen.

De voorzitter,
P. Fincoeur.

13 AUGUSTUS 1990. — Besluit van de Executieve tot vaststelling van het minimumbedrag en de voorwaarden voor vrijstelling van het schoolgeld bepaald bij artikel 12, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd, inz. artikel 12;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap, d.d. 12 juli 1990, tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 8 juni 1990;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting d.d. 18 juli 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen en van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 16 juli 1990,

Besluit :

Artikel 1. Het minimumbedrag van het schoolgeld dat moet betaald worden door de studenten van de inrichtingen voor hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type, van het lange type, van de 2e en de 3e graad en van de koninklijke muziekconservatoria, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, is vastgesteld als volgt :

— in het hoger onderwijs van het korte type, het onderwijs van de 2e graad en de koninklijke muziekconservatoria : 5 000 frank, behalve voor het studiejaar waarin het eindexamen georganiseerd wordt : 6 500 frank;

— hoger onderwijs van de 3e graad : 7 500 frank, behalve voor het studiejaar waarin het eindexamen georganiseerd wordt : 9 750 frank;

— hoger onderwijs van het lange type : 10 000F frank, behalve voor het studiejaar waarin een eindexamen georganiseerd wordt : 13 000 frank;

— aggregatie voor het hoger secundair onderwijs : 2 000 frank.

Art. 2. Die bedragen worden verminderd tot 1 000 frank in het hoger onderwijs van het korte type, in het onderwijs van de 2e graad en in de koninklijke muziekconservatoria, en tot 1 500 frank in het hoger onderwijs van de 3e graad en het hoger onderwijs van het lange type voor de studenten die studietoelagen genieten op grond van de wet van 19 juli 1971 en voor de studenten uit een ontwikkelingsland, als dusdanig erkend door België, die in het bezit zijn van een attest, uitgereikt door het algemeen bestuur voor ontwikkelingssamenwerking.

Art. 3. De bedragen vastgesteld in de artikelen 1 en 2 van dit besluit en geïnd door de instellingen, kunnen niet terugbetaald worden. Het volledig schoolgeld betaald voor een student die het voordeel geniet van artikel 2, kan evenwel terugbetaald worden tot beloop van het ten onrechte geïnde bedrag.

Art. 4. In het hoger onderwijs van het lange type wordt het bedrag van het schoolgeld tot beloop van 5 000 frank per student in het eigen vermogen van de instelling gestort. Die bedragen moeten o.m. de uitgaven van sociale aard ten bate van de student dekken.

Art. 5. Het koninklijk besluit van 21 augustus 1978 houdende vaststelling van de inschrijvingskosten in de rijksinstellingen en in de door het Rijk gesubsidieerde instellingen van het hoger onderwijs van het lange type wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking met ingang van het academiejaar 1990-1991.

Art. 7. De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen en de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 augustus 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 2606

19 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 7 septembre 1989 réglant les mesures d'exécution du décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989, fixant les règles du financement général des communes wallonnes

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980 et 16 juin 1989;

Considérant qu'il est nécessaire d'actualiser la fixation de certaines données statistiques de base pour la liquidation des différentes dotations aux communes pour l'année 1990 et les suivantes; que cette liquidation, dans l'intérêt des finances communales, doit intervenir au plus tôt dans l'année budgétaire, compte tenu des besoins pressants de rentrées financières régulières pour les communes;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

Arrête:

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon réglant les mesures d'exécution du décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989, fixant les règles du financement général des communes, sont apportées les modifications suivantes:

— le 5^o est remplacé par la disposition suivante:

« 5^o la superficie des communes au 1er janvier de l'année de répartition ou, à défaut, la dernière superficie connue des communes, telle qu'elle résulte des renseignements communiqués par l'administration centrale du Cadastre du Ministère des Finances; »

— le 10^o est remplacé par la disposition suivante:

« 10^o le nombre de policiers, tel qu'il figure sur les relevés fournis par le Ministère de l'Intérieur et se rapportant à l'année qui précède celle de la répartition; »

— le 16^o est remplacé par la disposition suivante:

« 16^o le nombre de logements sociaux situés sur le territoire de chaque commune, ainsi que le coefficient du revenu moyen imposable des locataires de ces logements, tels qu'ils résultent des renseignements fournis par les sociétés de logements sociaux agréées par la Société régionale wallonne du Logement et qui se rapportent à l'avant-dernière année qui précède celle de la répartition; »